

**Les hommes passent, l'institution évolue en bien
ou en mal, mais la fonction SQ doit rester !**

Nous vous informions récemment d'importantes décisions prises au niveau CGT SQ, après un RDV avec la DRH/DGA. Ce boycott des instances du SQ n'a d'autre intérêt que la préservation de notre sérénité dans l'exercice de nos mandats syndicaux d'une part et la prise de conscience collective de l'importance du dialogue social, en particulier au SQ.

Nous portons les mêmes sujets depuis bientôt dix années. Ils sont le résultat de l'itinérance associée à nos conseils syndicaux effectués sur le terrain. 21 antennes SQ visitées sur 26, une analyse au plus près des personnels. Nous ne négligeons aucunement les difficultés de management inhérentes à la dispersion du Service sur le sol national et parfois en dehors. Mais nous déplorons une organisation utile à faire perdurer un système pourtant sclérosé.

Un petit tour et puis s'en vont !

La rotation permanente des militaires impose un rythme d'approximativement quatre ans. On peut légitimement caricaturer l'installation de chaque direction :

- Découverte du Service, de ses fonctions et dysfonctions.
- Prise de conscience du fonctionnement réel et implication dans l'analyse pertinente des tenants et aboutissants.
- Projet d'avenir et conciliation avec des organisations syndicales dont la pertinence est souvent irréfutable.
- Projet de départ vers une fonction au rayonnement toujours plus important, on n'a pas démérité dans son rôle précédent, on sera reconnu d'autant.

Et on peut continuer avec toutes les strates de management.

Le modèle est éprouvé, la sclérose entretenue, l'opportunité de contenir une crise perpétuelle ?

Et les personnels là-dedans ?

L'absence d'objectivation réelle empêche toute prise en compte de l'évolution sociale et sociétale, déni aux conséquences très regrettables : il y a ceux qui partent (et le gâchis que cela représente) et ceux qui restent, nos indicateurs illustrent les frustrations (et le manque d'engagement dans le Service en même temps).

On embauche un ICT ou un TCT sur une fiche de poste similaire. On maintient des TSEF ou IEF/ICD en rang défavorable à la seule explication de droits à l'avancement très restreints.

On verse une indemnité de surveillance aux personnels à statut ouvrier sans aborder l'opportunité de l'étendre à tous les opérateurs concernés. Décliner une indemnité spécifique au métier à une partie bien définie de ceux qui l'exercent est une forme de corporatisme envers les uns et une discrimination à l'encontre des autres. On s'interrogeait récemment sur l'attitude d'un représentant CGT visant à défendre des intérêts particuliers. On évoquait la notion de chantage quand c'est la capacité décisionnelle réelle qui était interrogée. En réponse, et concernant la surveillance en usine, notre organisation milite pour une approche organisée et harmonisée du métier. Nous demandons une table ronde sur le sujet, nous pensons incontournable d'encadrer précisément la mission et l'hypothèse de l'indemniser systématiquement et spécifiquement.

**Impact des conditions
d'intervention du SQ**

Et la fonction Assurance Qualité aussi ?

Du point de vue de l'exercice du métier, on assiste à des scénarios des plus aberrants. Un manager d'opérations peut mener celles-ci sans jamais rencontrer ses opérateurs ! La dispersion ou l'immobilisme aidant, la situation est consentie malgré les incidences malsaines. En effet, les industriels se régaler d'une telle organisation.

Très récemment, on retient un intérim de MOP par un cadre, récemment arrivé au SQ, qui s'alarme, à raison, du contexte. Même constat côté CGT, si on considère ladite fonction de MOP-AEA comme étant essentielle, mais l'est-elle vraiment ? Nouvelle situation malsaine donc. Les industriels vont continuer à se régaler, longtemps. Affligeant !

Notre périmètre d'intervention est percuté sans ménagement : fin de l'activité satisfaction utilisateurs (SU), perte de responsabilité lors des examens ou expertises techniques, dissociation des responsabilités NAV de notre fonction Assurance Qualité. A contrario, on devient disponible pour contribuer à la BITD et au PRE. Désarmant !

Foutre la paix aux grands industriels... de l'Armement.

Puisqu'on parle d'armement, parlons du rôle SQ auprès des forces. A l'heure où nous échangeons, dans certains de nos secteurs d'intervention, il est à zéro. On ne va pas débattre trop longtemps sur le sujet, mais deux parallèles malgré tout : Un, avant FUKUSHIMA, notre opérateur national du Nucléaire tendait à sacrifier la sécurité au nom de la concurrence avec les opérateurs étrangers et low coast. Cet accident [16000 morts, 2500 disparus] a ramené chacun à la menace réelle, s'agissant des radio-ionisants.

Deux, plus près de nos activités, on sait dorénavant les conséquences humaines et économiques qui illustrent l'auto-écartement de la FAA des contrôles dont elle avait la responsabilité auprès de Boeing et concernant le 737 C MAX.

La Verticalisation est un blanc seing confiant à un industriel tout pouvoir d'agir.

Les fermetures et réorganisations prévues au SQ éloignent les EAQ de ce même industriel.

Notre expérience et sa capitalisation dans l'outil illustrent certains travers associés à l'éloignement (SQ Lyon/Argonay, SQ Angoulême/Poitiers et dorénavant SQ Pau/Biarritz) et au renoncement des EAQ à parcourir hebdomadairement des centaines de kilomètres pour exercer l'AQF.

On parle aujourd'hui d'exigence industrielle pour protéger les flux de production ?

Une représentante d'un important acteur de nos industries vient confier (rappeler ?) en rencontre régionale, son attente de valider nos procès-verbaux à l'étape projet avant toute diffusion. Aucun soubresaut dans l'amphi. Collusion ?

Nos sociétés d'armement jouissent d'un milieu empreint de manœuvres politiques, de suffisance et d'un protectionnisme défiant les règles du capitalisme... et celles des Marchés publics !

Une menace sur la sécurité et pour le contribuable aussi donc.

Et la santé des personnels à la fin ?

Le refus systématique de notre CHSCT d'aborder les problématiques spécifiques aux EAQ et en particulier l'impact des renoncements SQ sur l'équilibre des personnels en charge du contrôle de la réalisation des essais, mesures et prescriptions particulières est condamnable. Les exemples ne manquent pas, les EAQ impliqués s'interrogent sur la teneur de nos interventions et l'abstraction réservée à certains constats.

Comment négliger l'impact d'une mission de vérification sur des armements à destination d'un pays ami qui commande une équipe pour découper et expatrier par valise un opposant à son régime ?

Par ailleurs, l'organisation des équipes et les travers qu'elle entretient (voir plus haut) génère des situations individuelles détestables et récurrentes :

Voici quatre ans, nous manifestions auprès de la direction notre désarroi et particulièrement celui de l'EAQ concerné. Un PV non « anonymisé » servait d'exemple de ce qu'il ne faut pas faire lors de formations SQ. Désarroi partagé par chacun, même si le formateur ne voyait pas le mal (???) il ne recommencera pas.

Dernièrement, un nouvel EAQ est livré en pâture ! On lui reproche de s'adonner à des fonctions bannies du SQ depuis longtemps. On brandit sans ménagement (ni aménagement) dans les milieux autorisés, ses PVAP attestant de travaux coupables. Le triste Expert s'estime légitime lorsqu'il exerce au travers d'un mandat, d'un produit et d'une action dédiée. A opposer à un autre cas de fonctionnement sans produit celui-ci, sur un mandat remis en cause malgré une responsabilité RAQF et des livraisons utiles à encadrer d'un point de vue technique, sécuritaire et économique pour la DGA.

Comment fait-on avec une telle (dés)organisation ?

Coté CGT, on tente vainement d'alerter le collègue en charge de la préservation de la santé des personnels.

On la ramène aussi en RIE, mais là, le spectacle est le plus étonnant : aucune voix dissonante ne s'élève concernant le fonctionnement du SQ (la belle unanimité sur l'intérêt du PCC !), l'hypothèse d'un quelconque dysfonctionnement (Verticalisation) ou l'in-appropriation d'un outil ou d'un autre (G@EL ou l'usage qu'on fait de CHORUS). Le SQ au diapason, celui du succès permanent et des moyens appropriés pour y arriver.

Tout ceci doit cesser ! Mais le cycle infernal va bientôt recommencer... à zéro !

Notre syndicat donne mandat à ses représentants au CTR pour interpeller le DGA sur les 2 sujets : Impact des conditions d'intervention du SQ sur les hommes qui le servent et sa mission régalienn.